



352 personnes jetées à la rue le jour de la rentrée ! RESF 63 sonne l'alarme !

Une fois encore, c'est aux plus fragiles et aux plus isolés que l'on fait payer la crise. Les étrangers sont dans le collimateur du ministre de l'Intérieur, et rien ne leur est épargné. **Au nom de l'austérité, notre pays abandonne toute les valeurs qui furent les siennes, dans la reconnaissance du droit d'asile ou dans la solidarité minimum à accorder aux plus fragiles et à ceux qui ont tout abandonné pour venir ici.** Même les structures « humanitaires », chargées d'éviter que l'on meure de faim ou dorme dehors n'ont plus les moyens de fonctionner.

L'État choisit donc clairement d'exclure les étrangers de ces dispositifs, diffusant l'idée de préférence nationale, qui jusqu'à peu n'était qu'un concept d'extrême-droite.

AUJOURD'HUI :

- le 115 se déclare dans l'impossibilité de loger « les étrangers » faute des subventions de l'État, alors que sa vocation est d'héberger quiconque en fait la demande, sans distinction. **352 personnes ont donc été ce matin mise à la rue...** Belle rentrée pour les 160 enfants concernés, tous scolarisés...

- la Préfecture annonce que les demandeurs d'asiles ne seront plus hébergés jusqu'à réception du dossier, à savoir au moins 3 semaines plus tard. Nous accueillons donc des personnes qui ont tout abandonné pour se réfugier en France en leur proposant... la rue !

- enfin, les rares aides qui existent pour les étrangers à qui l'on refuse des papiers sont elles aussi menacées : sommés de restreindre leur budget, les Conseils Généraux envisagent de diminuer drastiquement, voire de supprimer les sommes alloués aux enfants étrangers. Ces aides, qui n'excèdent pas 100 € par enfant, sont souvent la seule rentrée d'argent de familles à qui l'on refuse tout : d'avoir des papiers, de travailler, d'espérer se reconstruire malgré l'exil...

Face à cette attitude honteuse de l'État et au silence insupportable de tous les élus PS qui ont manifesté avec nous lorsque Sarkozy, Hortefeux, Guéant menaient une politique aussi discriminante et violente que celle de Valls, **RESF 63 persiste et signe :**

- La **solidarité** envers les plus démunis ne peut être supprimée pour économiser quelques milliers d'euros.

- Le **droit d'asile** est un des fondements des droits de l'Homme et du droit international, il doit être respecté, et ceux qui le demande traités dignement.

- **C'est en refusant de régulariser les étrangers qu'on les condamne à la misère et à la charité :**

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !



352 personnes jetées à la rue le jour de la rentrée ! RESF 63 sonne l'alarme !

Une fois encore, c'est aux plus fragiles et aux plus isolés que l'on fait payer la crise. Les étrangers sont dans le collimateur du ministre de l'Intérieur, et rien ne leur est épargné. **Au nom de l'austérité, notre pays abandonne toute les valeurs qui furent les siennes, dans la reconnaissance du droit d'asile ou dans la solidarité minimum à accorder aux plus fragiles et à ceux qui ont tout abandonné pour venir ici.** Même les structures « humanitaires », chargées d'éviter que l'on meure de faim ou dorme dehors n'ont plus les moyens de fonctionner.

L'État choisit donc clairement d'exclure les étrangers de ces dispositifs, diffusant l'idée de préférence nationale, qui jusqu'à peu n'était qu'un concept d'extrême-droite.

AUJOURD'HUI :

- le 115 se déclare dans l'impossibilité de loger « les étrangers » faute des subventions de l'État, alors que sa vocation est d'héberger quiconque en fait la demande, sans distinction. **352 personnes ont donc été ce matin mise à la rue...** Belle rentrée pour les 160 enfants concernés, tous scolarisés...

- la Préfecture annonce que les demandeurs d'asiles ne seront plus hébergés jusqu'à réception du dossier, à savoir au moins 3 semaines plus tard. Nous accueillons donc des personnes qui ont tout abandonné pour se réfugier en France en leur proposant... la rue !

- enfin, les rares aides qui existent pour les étrangers à qui l'on refuse des papiers sont elles aussi menacées : sommés de restreindre leur budget, les Conseils Généraux envisagent de diminuer drastiquement, voire de supprimer les sommes alloués aux enfants étrangers. Ces aides, qui n'excèdent pas 100 € par enfant, sont souvent la seule rentrée d'argent de familles à qui l'on refuse tout : d'avoir des papiers, de travailler, d'espérer se reconstruire malgré l'exil...

Face à cette attitude honteuse de l'État et au silence insupportable de tous les élus PS qui ont manifesté avec nous lorsque Sarkozy, Hortefeux, Guéant menaient une politique aussi discriminante et violente que celle de Valls, **RESF 63 persiste et signe :**

- La **solidarité** envers les plus démunis ne peut être supprimée pour économiser quelques milliers d'euros.

- Le **droit d'asile** est un des fondements des droits de l'Homme et du droit international, il doit être respecté, et ceux qui le demande traités dignement.

- **C'est en refusant de régulariser les étrangers qu'on les condamne à la misère et à la charité :**

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !